

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DES HAUTS DU VAL DE SAÔNE**

Séance du 4 juin 2014

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Département de la
Haute-Saône

**NOMBRE DE
MEMBRES**

Afférents : 62
En exercice : 62
Ont pris part : 56
(51+5pouvoirs)

Date de la
convocation :
27/05/2014

Date d'affichage :
06/06/2014

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

L'an deux mille quatorze, le quatre juin à vingt heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône, dûment convoqués se sont réunis en session ordinaire à la salle de convivialité de Gevigney-et-Mercey.

Étaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires :

PONCOT	Fabrice	ABONCOURT GESINCOURT	TITULAIRE
MERCIER	Guy	AISEY ET RICHECOURT	TITULAIRE
CUCUEL	Marielle	ARBECEY	TITULAIRE
AEBISCHER	Blandine	AUGICOURT	TITULAIRE
LAROCHERIE	Guy	BARGES	TITULAIRE
BILICHTIN	Lydie	BETAUCOURT	TITULAIRE
RUPT	Anne-Marie	BETONCOURT SUR MANCE	TITULAIRE
FAVRET	Jacky	BLONDEFONTAINE	TITULAIRE
BILLY	Michel	BOUGEY	TITULAIRE
COLOTTE	Christian	BOURBEVELLE	TITULAIRE
CHEVANNE	Serge	BOURGUIGNON LES MOREY	TITULAIRE
FENOUILLOT	Noël	BOUSSERAUCOURT	TITULAIRE
LITZLER	Stéphane	CEMBOING	SUPPLEANT
BERTHO	Bernard	CENDRECOURT	TITULAIRE
CERSON	Jeannine	CHARMES ST VALBERT	SUPPLEANTE
DROUHOT	ROLAND	CHAUVIREY LE CHATEL	TITULAIRE
SPRINGAUX	Florence	CINTREY	TITULAIRE
MOLLIARD	Romain	COMBEAUFONTAINE	TITULAIRE
BRESSON	Serge	COMBEAUFONTAINE	TITULAIRE
GINES	Anthony	COMBEAUFONTAINE	TITULAIRE

CASTELLETTI	Dominique	CORNOT	TITULAIRE
LITZLER	Christine	CORRE	TITULAIRE
COPPEY	Jacques	CORRE	TITULAIRE
MASCLIN	Dominique	CORRE	TITULAIRE
BEL	Philippe	FOUCHECOURT	TITULAIRE
RACLOT	Loïc	GEVIGNEY-MERCEY	TITULAIRE
CARSANA	Viviane	GEVIGNEY-MERCEY	TITULAIRE
PIERRE	Nicolas	GOURGEON	TITULAIRE
RIETMANN	Olivier	JUSSEY	TITULAIRE
DE PAOLA MARTINEZ	Francine	JUSSEY	TITULAIRE
QUIVOGNE	Jean-Luc	JUSSEY	TITULAIRE
BILLY	Jean-Louis	JUSSEY	TITULAIRE (pouvoir)
MADRON	Yvette	JUSSEY	TITULAIRE
DIDIER	Dominique	JUSSEY	TITULAIRE (pouvoir)
MASSARDI	Christophe	JUSSEY	TITULAIRE (pouvoir)
BUISSON	Frédéric	JUSSEY	TITULAIRE
FIDON	Maria-Laura	JUSSEY	TITULAIRE
BAZEAUD	Didier	LA ROCHE MOREY	TITULAIRE
MILLOT	Michel	LAMBREY	TITULAIRE
PAULIN	Etienne	LAVIGNEY	TITULAIRE
SAINT-AVIT	Sylvain	MALVILLERS	TITULAIRE
VIENNOT	Pierre	MELIN	SUPPLEANT
DOUSSOT	Pascal	MOLAY	TITULAIRE
SIMONIN	Antoine	MONTCOURT	TITULAIRE
NICOLAS	André	MONTIGNY LES CHERLIEU	TITULAIRE (pouvoir)
LESCOMBE	Patrick	OIGNEY	TITULAIRE
BARTHELEMY	Sylvain	RAINCOURT	TITULAIRE (pouvoir)
ROST	Martine	RANZEVILLE	TITULAIRE
MASSEY	Christiane	ROSIERES SUR MANCE	SUPPLEANT (titulaire absent)
CICCARELLI	Raphael	SAINT MARCEL	SUPPLEANT (titulaire absent)
CAMUSET	Marie-Claire	SEMMADON	TITULAIRE
VIRIOT	Jean-François	TARTECOURT	SUPPLEANT (titulaire absent)
CHEVALIER	Pascal	VERNOIS SUR MANCE	SUPPLEANT (titulaire absent)
JAMEY	Christian	VILLARS LE PAUTEL	TITULAIRE
COLLENOT	René	VITREY SUR MANCE	TITULAIRE
GAZILLOT	André	VOUGECOURT	TITULAIRE

Pouvoirs : 5

Jean-Louis BILLY à Olivier RIETMANN
Dominique DIDIER à Yvette MADRON
Christophe MASSARDI à Francine DE PAOLA MARTINEZ
André NICOLAS à René COLLENOT
Sylvain BARTHELEMY à Loïc RACLOT

Excusée : 1

Jacqueline PY

La présidence de séance est assurée par Monsieur Romain MOLLIARD.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Viviane CARSANA.

Périscolaire :

41/201 4 : Délégation de maîtrise d'ouvrage- projet d'Aboncourt-Gésincourt

Le service périscolaire est affecté dans une petite salle de l'école d'Aboncourt-Gésincourt (environ 40 m²). La restauration scolaire a lieu à La Ferme Auberge.

Le syndicat scolaire souhaite pour la rentrée 2015 regrouper l'ensemble des classes du RPI sur un même site (Aboncourt-Gésincourt) Ce projet est au stade « avant-projet définitif ».

Dans ce projet est inclus la création d'une salle dédié au périscolaire d'une surface de 80 m², comprenant une salle + sanitaires. (Cette salle serait utilisée pour les activités périscolaires)

La Communauté de Communes disposant de la compétence périscolaire, il convient de délibérer sur une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le SIRP de Purgerot.

Après délibération, le conseil communautaire autorise le Président à signer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le SIRP de Purgerot.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

42/2014 : Conventions Francas, Familles Rurales, Conseil Général-restauration périscolaire, centre de loisirs Combeaufontaine.

Convention FRANCAS

L'association des FRANCAS de Haute-Saône assure l'organisation et la gestion de deux accueils de loisirs sur notre territoire : Jussey et Vitrey-sur-Mance.

Il convient de signer une convention d'objectifs avec cette association pour cette mission qui leur est confiée.

Cette convention est signée pour l'année 2014, elle comporte les dispositions financières suivantes :

- Jussey accueil au cours de l'année (hors vacances d'été) (périscolaire et extrascolaire) : **64 145 €** (accueil de 7h30 à 8h30 le matin, pause méridienne y compris restauration scolaire de 11h30 à 13h30 et soir de 16h30 à 19h00) et petites vacances (sauf Noël)
- Jussey accueil été : **8 173 €**
- Agent de service (Jussey) : **14 511 €** (cet agent est affecté à Jussey, il a la charge de faire l'entretien des locaux, de préparer les repas)
- Vitrey sur Mance accueil au cours de l'année : **28 775 €** (accueil de 7h30 à 8h45 le matin, pause méridienne y compris restauration scolaire de 11h45 à 13h45 et soir de 16h45 à 19h00)

- Rythmes scolaires Vitrey-sur-Mance (du 1^{er} janvier au 5 juillet 2014) :
10219 €

Il conviendra de signer avec cette association un avenant concernant la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, dont l'impact financier ne peut être déterminé aujourd'hui sur ces deux sites.

Convention Familles Rurales

L'association Familles Rurales assure l'organisation et la gestion d'un accueil de loisirs sur notre territoire : Aboncourt-Gésincourt.

Il convient de signer une convention d'objectifs avec cette association pour cette mission qui leur est confiée.

Cette convention est signée pour les années 2014/2015/2016, elle comporte les dispositions financières suivantes :

- Aboncourt-Gésincourt (y compris vacances d'été) (périscolaire et extrascolaire) : 28 715 € (accueil de 7h30 à 8h30 le matin, pause méridienne y compris restauration scolaire de 11h40 à 13h40 et soir de 16h40 à 19h00) et vacances d'été (du 7 juillet au 25 juillet 2014 de 8h à 18h30).

A noter : il conviendra de signer avec cette association un avenant concernant la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, dont l'impact financier ne peut être déterminé aujourd'hui sur ce site.

Convention restauration scolaire – Conseil Général

Le Conseil Général participe aux frais de fonctionnement de restauration scolaire en allouant une subvention par repas servi.

Afin de bénéficier de cette aide, il convient de signer une convention de partenariat avec le Conseil Général.

Après délibération, le conseil communautaire autorise le Président à signer les conventions avec LES FRANCAS, Familles Rurales et le Conseil Général.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité

Culture :

43/2014 : Adoption du règlement intérieur de la médiathèque et de son réseau

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu, l'arrêté Préfectoral N°2583 du 27 décembre 2012 portant création de la CCHVS au 01.01.2013

Vu l'arrêté Préfectoral du 06.06.2013 relatif aux compétences de la CCHVS et qui transfère à la CCHVS la Politique de lecture publique : création et gestion de la médiathèque intercommunale de Jussey et animation des bibliothèques-antennes territoriales, animation du réseau des bénévoles au travers d'actions de développement et de promotion de la lecture publique en lien avec la médiathèque départementale.

Monsieur le Président rappelle que le réseau de la médiathèque intercommunale comprend une tête de réseau, la médiathèque, à Jussey, et cinq sites à proximité sur les communes d'Aboncourt-Gésincourt, Montigny-les-Cherlieu, Combeaufontaine, La Roche Morey et Villars-Le-Pautel.

Ce réseau est un service public chargé de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Monsieur le Président précise que la commission « développement touristique et culture » a travaillé un règlement intérieur qui vise à préciser le fonctionnement du réseau. L'équipement sera ouvert au public en septembre, aussi il convient de délibérer sur ce règlement intérieur.

Chaque année, la commission fournira au conseil communautaire des éléments d'évaluation du fonctionnement de la médiathèque (fréquentation, la nature des services offerts, les besoins nouveaux, l'appropriation des usages numériques ...)

En fonction des évolutions, de l'évaluation du service, le Conseil communautaire peut être amené à modifier le règlement intérieur.

Monsieur le Président présente donc aux conseillers municipaux le nouveau règlement intérieur annexé à la présente délibération.

L'article 3 du règlement est discuté.

24 membres sont POUR la gratuité, 21 sont POUR l'application d'une caution, et 11 s'abstiennent.

Après délibération, le conseil communautaire :

- Adopte le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération.
- Autorise le Président à signer toutes les conventions et charte relatives à l'application du présent règlement.

Règlement voté à la majorité. Le conseil communautaire souhaite une expérimentation de la gratuité sur 1 an. Une évaluation sera faite et le conseil s'autorise à réexaminer la gratuité.

POUR : 46 CONTRE : 8 ABSTENTION : 2

Voté à la majorité.

44/2014 : Attribution du lot « Fournitures de livres et magazines pour la médiathèque »

Monsieur le Président présente le résultat des consultations effectuées en vue du choix du fonds de livres et magazines pour la médiathèque.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- DECIDE d'attribuer le marché à la SNC Alex Mignard Le Havane proposée par la commission MAPA.
- AUTORISE le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Voté à l'unanimité

Aménagement numérique :

45/2014 : Recensement des premières priorités de l'aménagement numérique

VU les articles L 1425-1 et suivants, L 5211-17 du code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations du Conseil communautaire de la Communautés de communes des Hauts du Val de Saône en date du 18 juillet 2013

VU les statuts du syndicat mixte « HAUTE-SAONE NUMERIQUE » ;

Le Président rappelle que chaque communauté de communes adhérentes au syndicat mixte doit réaliser son Schéma local d'aménagement numérique.

Considérant que la CCHVS, à l'échelle du périmètre du SMHSN, a délibéré très tôt pour adhérer au Syndicat Mixte, elle a produit d'une part un état des lieux de la couverture en Haut débit et obtient aujourd'hui une connaissance plus précise des conditions de raccordement.

Ces données permettent aujourd'hui de formuler un certain nombre d'orientations pour le territoire de la CCHVS.

La situation de départ et les besoins pressants exprimés sont incompatibles avec le délai de construction d'une infrastructure qui apporterait la fibre dans chaque foyer dans un territoire rural.

C'est pourquoi le remplacement du cuivre par la fibre optique de bout en bout n'est pas envisageable de manière directe dans un plan opérationnel. Le projet 2014-2020 obéit aux principes ci-après :

- Agir en complémentarité des infrastructures existantes,
- Mettre en œuvre un mix de technologies Très Haut Débit, offrant un bon niveau de qualité de service,
- Apporter une réponse homogène et cohérente sur l'ensemble du territoire,
- Apporter une solution réaliste du point de vue des délais de mise en œuvre et des possibilités de financement public,
- Concevoir par étapes des infrastructures pérennes qui répondent aux besoins de court et de plus long terme, et qui conduisent progressivement au déploiement généralisé de la fibre optique de bout en bout (approche FTTN puis FTTX).

Dans ce contexte, la concrétisation du scénario cible du SDTAN ne peut être envisagée de manière directe. Les collectivités doivent concevoir un projet qui puisse répondre aux besoins de Très Haut Débit à court et à moyen terme, et qui constitue un « palier » vers ce scénario cible de plus long terme. Le projet d'aménagement 2014-2020 est conforme à ce principe.

Actuellement, la technologie principale de desserte déployée sur le territoire de la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône pour accéder au Haut Débit est l'ADSL. Pour les zones inéligibles à l'ADSL, l'alternative est de recourir aux technologies radio, satellite et wifi.

L'état des lieux nous permet de recenser les communes qui n'ont pas internet ou internet inférieur à 2 M (celles surlignées en bleu et jaune dans le tableau ci-dessous)

NOM	Débit réel disponible (Mbits/s)
MAIRIE ABONCOURT GESINCOURT	18
MAIRIE AISEY ET RICHECOURT	1
MAIRIE ARBECEY	0,5
MAIRIE AUGICOURT	18
MAIRIE BARGES	Impossible
MAIRIE BETAUCOURT	2
MAIRIE BETONCOURT SUR MANCE	7
MAIRIE BLONDEFONTAINE	0,5
MAIRIE BOUGEY	1

MAIRIE BOURBEVELLE	2
MAIRIE BOURGUIGNON LES MOREY	Impossible
MAIRIE CEMBOING	2
MAIRIE CENDRECOURT	4
MAIRIE CHARMES SAINT VALBERT	0,5
MAIRIE CHAUVIREY-LE-CHÂTEL	7
MAIRIE CHAUVIREY-LE-VIEIL	4
MAIRIE CINTREY	4
MAIRIE COMBEAUFONTAINE	18
MAIRIE CORNOT	1
MAIRIE CORRE	18
MAIRIE FOUCHÉCOURT	5,1
MAIRIE GEVIGNEY-ET-MERCEY	8
SOGRAYDIS à MERCEY	2
MAIRIE GOURGEON	4
MAIRIE JUSSEY	18
COMMUNE ASSOCIEE DE NOROY LES JUSSEY	Impossible
COM ASSOCIEE BETONCOURT LES MENETRIERS	2 ou 4
COM ASSOCIEE DE SUAUCOURT	10
COM ASSOCIEE DE PISSELOUP	5,1
COMMUNE ASSOCIEE DE ST JULIEN	18
MAIRIE LA ROCHE MOREY	18
MAIRIE LAMBREY	4
MAIRIE LAVIGNEY	1,2
MAIRIE MALVILLERS	1,8
MAIRIE MELIN	1
MAIRIE MOLAY	6,1
MAIRIE MONTIGNY-LES-CHERLIEU	1
MAIRIE OIGNEY	0,5
MAIRIE ORMOY	2
MAIRIE PREIGNEY	Impossible
MAIRIE RAINCOURT	4
MAIRIE RANZEVILLE	15
MAIRIE ROSIERE-SUR-MANCE	4
MAIRIE SAINT-MARCEL	Impossible
MAIRIE SEMMADON	4
MAIRIE TARTECOURT	2
MAIRIE VERNOIS-SUR-MANCE	2
MAIRIE VILLARS-LE-PAUTEL	0,5
MAIRIE VITREY-SUR-MANCE	18
MAIRIE BOUSSERAUCOURT	Impossible
MAIRIE JONVELLE	1
MAIRIE MONTCOURT	5,1
MAIRIE VOUGECOURT	5,1

L'aménagement numérique joue un rôle déterminant pour l'attractivité et la compétitivité du territoire.

Au regard de l'état des lieux, la commission souhaite encourager une
« Montée en débit PRM (avec évolution VDSL 2) »

Cette montée en débit doit répondre à deux objectifs :

- Répondre aux besoins des entreprises pour renforcer leur attractivité économique et leur compétitivité.
- Répondre aux besoins des habitants en THD : **prioritairement pour les habitants ne disposant pas de haut-débit** : les zones dont les lignes ne sont pas éligibles à l'ADSL, ainsi que celles dont les lignes ne sont pas éligibles à 2 Mbps.

Une montée en débit PRM s'obtient en reliant un SR à son NRA d'origine via le déploiement de fibre optique (réalisé par le syndicat mixte) et par l'ajout de nouveaux équipements.

Le président présente une carte support, annexée à la délibération, qui illustre la stratégie de couverture.

La stratégie retenue permettrait de couvrir en deux phases :

- en bleu, les 13 communes qui n'avaient pas internet ou inférieur à 2 M et qui bénéficieront d'une montée en débit maximum pour celles desservies par un futur SR ou entre 4M et plus (suivant la distance), mais toutes se retrouvent à moins de 4 km d'un futur SR

- en jaune les 7 dernières communes qui seront prioritaires soit en vague n°2, soit par d'autres technologies ou lors de la vague n°1 si des possibilités étaient trouvées avec le SMHSN ou Orange.

Les communes se trouvant sur le tracé du génie civil permettant de desservir les communes prioritaires lors de la vague N°1 ou de N°2 seront desservies en même temps.

Après délibération, le conseil Communautaire

- Adopte les orientations présentées.
- Autorise le Président à transmettre au SMHSN les orientations retenues pour conduire les études et les travaux de génie civil dans les meilleurs délais.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

Finances:

46/2014 : Ligne de trésorerie

Le Président expose que dans le cadre de la construction de la Maison des Services, de la Culture et du Tourisme, il convient de renouveler la ligne de Trésorerie permettant de financer les décalages de trésorerie.

Le Conseil Communautaire, décide de renouveler auprès de la Caisse d'Epargne la ligne de trésorerie dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant : 700 000 €

Durée : 1 an

Taux : T4M + marge 1.40 %

Commission de non utilisation : 0.10 %

Paiement des intérêts : trimestriel

Frais et commissions : 0.20% (2000 €)

Le Conseil Communautaire autorise le Président à signer le contrat et tous documents se rapportant à cette affaire et demande de négocier les frais et commissions.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

47/2014 : Admission en non-valeur

La société SIDERIS LABEL SAVEUR, locataire du local traiteur de Combeaufontaine du 1^{er} octobre 2009 au 3 avril 2012, a été liquidée à cette date. Une clôture pour insuffisance d'actifs a été prononcée le 26 novembre 2013.

L'état de non-valeur concernant SIDERIS LABEL SAVEUR est détaillé comme suit :

- Loyers : 47 649.58 € HT, soit 56 988.90 € TTC (budget soumis à TVA)
- Ordures ménagères : 47.20 €

La Communauté de Communes des Belles Fontaines avait provisionné 72 763.15 €, sur ce dossier (une reprise sur provision de 29 000 € a déjà été inscrite au budget, il conviendrait de reprendre le solde, soit 43 763.15 €)

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire autorise le Président à effectuer les admissions en non valeurs de SIDERIS LABEL SAVEUR.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

48/2014 : Reprise sur provisions

La Communauté de Communes des Belles Fontaines avait constitué une provision d'un montant de 72 763.15 € afin de se prémunir contre les risques d'impayés du locataire SIDERIS LABEL SAVEUR.

L'article R2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, précise les modalités d'ajustement des provisions, et prévoit que celles-ci doivent donner lieu à reprise lorsque le risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Suite à la transmission par la trésorerie d'une demande d'admission en non-valeur, aux motifs d'insuffisance d'actif sur procédure de liquidation judiciaire et de combinaison infructueuse d'actes ; cette provision, n'est donc plus justifiée. Il est proposé d'approuver la reprise de cette provision pour un montant total de 72 763.15 € sur le budget principal.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire autorise le Président à effectuer la reprise de cette provision pour un montant total de 72 763.15 € valeurs de SIDERIS LABEL SAVEUR.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

49/2014 : Décisions modificatives

Suite à une observation de Mme la Trésorière sur le budget « périscolaire » et le budget « ordures ménagères », M le Président propose les virements de crédits suivants :

Budget Périscolaire :

- - 3 316.99 € à l'article 1068 DI
- + 3 278.99 € à l'article 001 DI
- + 38 € à l'article 2188 DI

Budget Ordures Ménagères :

- +10 € à l'article 002 RF

Suite à la reprise sur provisions de SIDERIS LABEL SAVEUR, M le Président propose l'ouverture des crédits suivants :

Budget Général

- + 43 763.15 € à l'article 7815 RF (reprise sur provisions)
- + 47 696.78 € à l'article 6541 DF (admissions en non-valeur)

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire autorise M le Président à effectuer ces décisions modificatives.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

50/2014 : Commission inter communale des impôts directs

L'article 1650-A du code général des impôts prévoit l'institution d'une commission intercommunale des impôts directs dans chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI) soumis de plein droit ou sur option au régime de la fiscalité professionnelle unique.

Le Président présente la liste des personnes(les 20 premiers sont proposés comme titulaires, et les 20 suivants comme suppléants)

	Nom	Prénom	Date de naissance	Profession	Adresse
1	PRIOZET	Cyrille	17/10/1975	Artisan plombier chauffagiste	2 rue des Mays Brochet 70500 BETAUCOURT
2	PERRIN	Daniel	25/08/1947	Retraité	19 rue d'en haut 70500 BLONDEFONTAINE
3	BERTHO	Bernard	20/05/1948	Maire	2 rue de la Chapelle 70500 CENDRECOURT
4	DROUHIN	Christian	05/02/1949	Retraité	1 rue du Bois d'Ajeot 70500 JONVELLE
5	GRATTEPAIN	Martial	25/09/1974	exploitant agricole	7 rue du Cornot 70120 MOLAY
6	PONCOT	Fabrice	01/08/1970	artisan chauffagiste	4 rue des nouveaux 70500 ABONCOURT GESINCOURT
7	PAULIN	Etienne	13/07/1961	agriculteur	6 rue du Château 70120 LAVIGNEY
8	COLOTTE	Christian	03/05/1960	commercial	5 rue de la Scierie 70500 BOURBEVELLE
9	COLLENOT	René	14/01/1943	Retraité	9 rue Marie Bloch 70500 VITREY SUR MANCE
10	BEL	Philippe	07/03/1960	technicien	1 chemin du Buisson Rond 70160 FOUCHECOURT
11	CUCUEL	Marielle	28/11/1968	agent de maîtrise	58 grande rue 70120 ARBECEY
12	LESCOMBE	Stéphanie	21/12/1979	Cuisinière	7 rue de melin 70120 OIGNEY
13	PINOT	Olivier			70500 AUGICOURT

14	ROST	Martine	04/02/1952	Retraitée	16 grande rue 70 500 RANZEVILLE
15	JAMEY	Christian	10/09/1949	Retraité	14 rue dessus 70500 VILLARS LE PAUTEL
16	DROUHOT	Roland	04/05/1943	Retraité	1 rue du grand moulin - 70 500 CHAUVIREY LE CHATEL
17	BONNARD	Corinne		Cadre administratif	Lotissement Hantes 70 120 COMBEAUFONTAI NE
18	FENOUILLOT	Noël	20/10/1946	Retraité	8 rue de la Mairie 70500 BOUSSERAUCOUR T
19	VERNIER	Hubert	28/02/1966	Mécanicien	70500 ORMOY
20	DEROY	Serge		Retraité	Grande Rue 70120 LA QUARTE
21	BASTARD	Bruno			18 avenue Verdun 70360 SCEY SUR SAONE ET SAINT ALBIN
22	MAIRE	Michel	19/03/1951	Retraité	43 rue du tertre 70120 CORNOT
23	MEOT	Jacques	30/03/1961	Encadrant Poste	8 rue des Charmes 70120 SEMMADON
24	LAMARRE	Patrick	03/07/0958	Cadre bancaire	12 rue des carrières 70500 TARTECOURT
25	MAGNAT	Stéphane	28/06/1966	Directeur technique	10, rue de la sorlière 70120 MALVILLERS
26	BROILLARD	Jean- Pierre	28/06/1946	Retraité	2, rue du berger 70120 CINTREY
27	RIUS	Martine	01/01/1953	Retraitée	15 rue des Endrays 70500 BETONCOURT SUR MANCE
28	MARCHAND	Serge	03/03/1953	Commerçant	28, rue puits 70500 LAMBREY
29	GUYOT	Hervé	17/07/1956	Adjoint Technique	10, rue de Champcey 70500 MONTCOURT
30	BOULET	Bernard	10/10/1957	Agriculteur	5, rue de la Fontaine 70120 CHARMES ST VALBERT
31	THOUVENOT	Maryline	22/08/1965	Employée La Poste	10, grande voie 70500 BOUGEY
32	PARISSE	Jean- Caude	13/03/1962	Gérant de société	3, rue Jean Monasson 70500 CORRE
33	SIMONIN	Patrick	28/06/1966	Conducteur Machine Bois	27, grande rue 70500 SAINT MARCEL
34					

35	PERRIN	Jean-Pierre	29/11/1944	Retraité	11 rue derrière l'église 70500 BARGES
36	RUFFIN	Sandrine	18/07/1980	Secrétaire	20, rue neuve 70500 VERNON SUR MANCE
37	BONNARD	Corrine	11/04/1968	Cadre Hospitalier	Lot des Hantes 70120 COMBEAUFONTAINE
38	MERCIER	Guy	26/07/1954	Agriculteur	De la quincenne 70500 AISEY RICHCOURT
39	MAIROT	Jean-Pierre	27/04/1964	Agriculteur	9 chemin de Confracourt 70120 GOURGEON
40	BAGUE	Geneviève	14/01/1959	Comptable	6, place Chamard MOREY 70120 LA ROCHE MOREY

Monsieur le Président propose de transmettre au directeur des services fiscaux la liste ci-jointe.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,
ADOpte cette proposition.

POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.

51/2014 Indemnités des élus

Le président indique que les indemnités de fonction dépendent de la population du territoire : Art L 5211-12 et R.5214 du CGCT :

Le Président propose les indemnités de fonctions des élus suivantes :

☐ une indemnité, au Président, égale à 25.26 % de l'indice 1015.

☐ une indemnité, à chaque Vice-Président, égale à 7.35 % de l'indice 1015.

Le vote a lieu à bulletins secrets.

55 Bulletins sont trouvés dans l'urne.

26 POUR, 24 CONTRE, 5 BLANCS.

Après délibération, le Conseil Communautaire adopte le versement d'indemnités au Président et aux Vices Présidents selon les modalités énoncées ci-dessus à partir du 22 avril 2014 (date d'installation du Conseil Communautaire).

POUR : 26 CONTRE : 24 ABSTENTION : 5
Voté à la majorité.

Administration

52/2014 : Délégation du conseil communautaire au Bureau et au Président

Dans un souci d'efficacité de l'action communautaire et de bonne administration quotidienne des affaires de la communauté de communes, il apparaît souhaitable que le conseil communautaire délègue une partie de ses attributions au bureau communautaire et au Président.

Conformément aux dispositions du CGCT, il sera rendu compte lors de chaque conseil communautaire des décisions du bureau et du président dans le cadre des délégations consenties :

Les propositions de délégations sont les suivantes :

Au bureau communautaire

➤ Finances

- Individualiser les crédits inscrits au budget dans le cas où l'assemblée ne s'est pas prononcée sur leur répartition et autoriser le Président à signer les conventions relatives à ces individualisations, le cas échéant ;
- Autoriser le président à signer toute convention ayant pour objet de garantir les emprunts souscrits par un tiers.

➤ Gestion des Ressources Humaines

- Modifier le tableau des effectifs, décider les recrutements dans la limite des enveloppes budgétaires votées par le conseil communautaire
- Procéder au recrutement d'agent en contrat occasionnel et saisonnier
- Procéder au recrutement d'agent de remplacement
- Signer les conventions de recrutement pour les agents bénéficiant de contrat aidé

➤ Gestion des biens communautaires

- Approuver les conventions de servitude
- Décider le classement et le déclasserement de terrains du domaine public communautaire
- Réformer et vendre le matériel et mobilier communautaire dans la limite de 4000 euros par an.

➤ Désignations de représentants de la communauté

- Désigner les représentants de la communauté de communes auprès des divers organismes et commissions, dès lors que ces désignations ne nécessitent pas une élection en conseil communautaire.

➤ Marchés publics

- Prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

➤ Divers

- Solliciter, en tant que besoin, des subventions apportées par les partenaires publics ou parapublics (Etat, collectivités territoriales,...)
- Autoriser le Président à signer tout type de conventions (à l'exclusion des conventions de délégation de service public) soit :
 - Sans incidence financière pour la communauté de communes ;
 - Avec incidence financière dans la limite des crédits votés par le conseil communautaire.

Au Président

➤ Finances :

- Créer ou modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la communauté de communes ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet tous les actes nécessaires, dans la limites

- du budget voté par le conseil communautaire.
- Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum annuel autorisé par le conseil communautaire soit 700 000 euros par an.
- **Affaires juridiques – Contentieux**
- Intenter, au nom de la communauté de communes les actions en justice ou défendre la communauté de communes dans les actions intentées contre elle ;
 - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, avoués, notaires, huissiers de justice ou experts ;
 - Passer des contrats d'assurance et leurs avenants, ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférant.
- **Gestion des biens communautaires**
- Décider de la conclusion, de la révision et de la réalisation des contrats de location pour une durée n'excédant pas 12 années.
- Il est demandé un vote par délégation.

**L'assemblée demande un vote séparé pour les délégations au bureau communautaire et au Président.
Pour les délégations au bureau communautaire : 18 CONTRE, 38 POUR, 0 ABSTENTION.
Pour les délégations au Président : 56 POUR**

Après délibération, le conseil communautaire accepte les délégations proposées ci-dessus.

**Voté à la majorité pour les délégations au bureau communautaire
Voté à l'unanimité pour les délégations au Président.**

53/2014 : Adhésion et cotisation à l'AMF

M le Président fait part au conseil communautaire du courrier du Président de l'AMF sollicitant l'adhésion de la CCHVS à l'AMF pour une cotisation de 604.50 € pour l'année 2014.

L'AMF apporte des conseils pour toute question juridique et propose annuellement des nombreuses sessions de formation et d'information. Après en avoir délibéré, le conseil communautaire accepte l'adhésion de la CCHVS à l'AMF pour une cotisation de 604.50 € pour l'année 2014.

**POUR : 56 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0
Voté à l'unanimité.**

Questions diverses :

Maison de Confracourt : le conseil communautaire autorise le Président à saisir M le Préfet sur cette affaire.

Maison des séniors : Explications du Projet par Viviane CARSANA.

Culture : Ouverture au public de la Maison des services, de la culture et du tourisme le 14 juin 2014 avec Cheminement.

Piscine de Blondefontaine : Il existe des conventions entre la commune de Blondefontaine et la CCHVS.
Il reste encore à trouver un surveillant de baignade pour le mois de JUILLET.
Au mois d'août, Yoan HARTZ qui a assuré la surveillance en 2013,

renouvellera son expérience cette année.

Economie : Antoine SIMONIN souhaite que la commission « économie » travaille sur l'économie sociale et solidaire.

Le président propose au conseil que Monsieur Simonin soit désigné pour réaliser un diagnostic du territoire en matière d'économie sociale et solidaire afin que la communauté et la commission économie puissent travailler sur ce sujet dès la remise du rapport/diagnostic. Proposition approuvée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 23h10.

Le Président, Romain MOLLIARD